



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires et de la mer**

Récépissé de déclaration N° 44-2022-00003
relatif au projet de création d'un forage à usage d'irrigation situé au lieu-dit « Keroland »
sur la commune de Guérande

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

- VU** le code de l'environnement notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (SDAGE) en vigueur ;
- VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Vilaine en vigueur ;
- VU** la décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement du 25/10/2021 ;
- VU** le dossier de déclaration déposé le 28 décembre 2021 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, présenté par l'EARL Lemoine, La Signolais 44350 Guérande, enregistré sous le n°44-2022-00003 et relatif à la création d'un forage ;
- VU** les compléments apportés au dossier par l'EARL Lemoine, le 25 mars 2022 ;
- CONSIDÉRANT** que le présent acte n'autorise pas le prélèvement qui devra faire l'objet d'une seconde déclaration au titre de la loi sur l'eau ;
- CONSIDÉRANT** que le prélèvement étant situé en zone 7B-3 du SDAGE Loire-Bretagne, l'EARL Lemoine s'engage à réaliser le protocole forage défini par le département afin de vérifier si le prélèvement est réalisé ou non en nappe souterraine contribuant à l'alimentation des cours d'eau ou des zones humides ;
- CONSIDÉRANT** que le prélèvement réalisé dans le cadre des essais de pompage ne relève pas du seuil de déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 ou 1.2.1.0 et que le prélèvement en phase d'exploitation devra faire l'objet d'un second dossier ;

donne récépissé à

**l'EARL Lemoine
La Signolais – 44350 Guérande**

de sa déclaration concernant le projet de création d'un forage à usage d'irrigation situé au lieu-dit « Keroland » sur la commune de Guérande.

Cet aménagement rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de l'article R. 214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondantes
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Déclaration	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié

Le déclarant peut entreprendre cette opération à compter de la réception du présent récépissé.

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

Le déclarant devra également respecter les prescriptions spécifiques ci-dessous relatives au forage et essais de pompage.

Le protocole forage mis en place en Loire-Atlantique fait l'objet d'un suivi en période de hautes eaux et en période de basses eaux. Les résultats et les données brutes numériques sont communiqués avec le dossier de fin de travaux, qui pourra être annexé au second dossier « loi sur l'eau » présentant la demande de prélèvement et visant la rubrique 1.1.2.0 ou 1.2.1.0 selon les résultats du suivi.

Un piézomètre de suivi supplémentaire d'une profondeur de 8 à 10 mètres sera positionné à une distance de 15 mètres du forage.

Le forage est réalisé en respect de la norme NF X10-999 – Forage d'eau et de géothermie.

Une copie de ce récépissé est adressée à la mairie de Guérande où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et où le dossier pourra être consulté.

Une copie de ce récépissé est également adressée à la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Vilaine, pour information.

De plus, le présent récépissé sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique durant une période d'au moins six mois.

Le service de police de l'eau et des milieux aquatiques devra être informé préalablement des dates de démarrage et d'achèvement des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'ouvrage, de l'installation ou de l'activité, objet du présent récépissé.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de cette déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi cette déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard 2 mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, tout transfert du bénéfice de la présente déclaration doit être porté à la connaissance du préfet par le nouveau bénéficiaire dans les trois mois suivants la prise en charge de l'installation, l'ouvrage, des travaux ou des aménagements.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront à tout moment libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le présent récépissé abroge et remplace le récépissé délivré le 11 janvier 2022 enregistré sous le n° 44-2022-00003.

À Nantes, le **19 MAI 2022**

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des
territoires et de la mer et par délégation,
La cheffe du service eau et environnement,



Marine **RENAUDIN**

Scanné en
PDF

Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de Guérande ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).

